

Rachid Madrane

«Je demande un peu de pudeur à la droite»

LES PHRASES CLÉS

«La droite a eu les postes de ministre de l'Intérieur pendant plus de dix ans, mais c'est cette même droite qui a enlevé des moyens aux services de renseignement, à la police, aux zones de police, etc.»

«Il faut davantage de moyens, et très vite, pour nos services de renseignement. Et ils doivent aussi commencer à travailler avec des jeunes d'origine arabe, des gens qui connaissent le terrain.»

«C'est un sale procès qu'on fait à Bruxelles et à Molenbeek, sachant que le monstre de Sharia4Belgium est né à Anvers dans une ville flamande.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Le ministre bruxellois de l'Aide à la jeunesse Rachid Madrane (PS) dénonce les mesures d'exception que la droite veut mettre en place après les attentats de Paris. «C'est un gouvernement de la parole».

Il défend Philippe Moureaux et Molenbeek, s'en prend à l'influence de l'Arabie saoudite à Bruxelles. Et demande que la Sûreté de l'Etat «travaille davantage avec des jeunes d'origine arabe».

Bruxelles, plaque tournante du terrorisme et de l'islamisme, qu'est-ce que ça vous inspire?

C'est profondément injuste pour Bruxelles et pour Molenbeek, on a vu des attentats partout en Europe, personne n'est épargné. C'est un sale procès qu'on fait à Bruxelles, sachant que le monstre de Sharia4Belgium est né à Anvers dans une ville flamande.

On sait très bien que des villes comme Anvers, Malines, Vilvorde ont alimenté ces questions. Forcément, Bruxelles avec son million d'habitants et sa population importante d'origine étrangère, est ciblée.

Soyons sérieux un instant, aujourd'hui, ce sont ceux qui ont, des décennies durant, refusé d'octroyer des moyens à Bruxelles pour se développer et se défendre qui nous torpillent aujourd'hui.

Mais il y a quand même des connexions objectives avec Molenbeek: pourquoi cette commune apparaît-elle dans la plupart des dossiers islamo-terroristes?

La sociologie de Molenbeek explique que quand une personne est mal intentionnée elle va aller dans un endroit où elle peut se fondre dans la masse, se planquer dans l'anonymat d'une commune comme Molenbeek et ne va pas aller à Watermael-Boitsfort ou à Woluwe...

Philippe Moureaux, qui a dirigé la commune durant 20 ans, porte-t-il une responsabilité?

Accabler une personne de la sorte, c'est profondément injuste. C'est comme si moi je disais: ce qu'on vit aujourd'hui, c'est la faute de tous les ministres libéraux de l'Intérieur qui se sont succédé à ce poste depuis 1999. On a eu Antoine Duquesne, Annemie Turtelboom, Guido De Padt et Patrick Dewael. C'est la famille libérale qui a occupé ce poste depuis 1999 de manière ininterrompue, sont-ils responsables? Je ne le dirais pas...

Mais Philippe Moureaux qui s'exonère de toute responsabilité, c'est quand même un peu tiré par les cheveux!

On voit bien qu'il n'y avait pas ce genre de problème quand il était bourgmestre. La cause des problèmes, c'est la discrimination, la privatisation, le chômage des jeunes, etc. Qu'on ne se méprenne pas, je pense qu'il faut être sans pitié avec ceux qui veulent remettre en cause notre mode de vie, on défend la démocratie. Mais il ne faut pas oublier la dimension égalité et fraternité.

Le langage guerrier n'apporte pas de réponse à tous les problèmes. L'égalité d'accès aux écoles, aux emplois, c'est ça aussi la réponse. La fraternité c'est de ne pas renvoyer les gens dos à dos vers leurs plus bas instincts et vers la haine. Quand des politiciens belges, aujourd'hui, contribuent à dénigrer l'image du pays à l'étranger, c'est grave. Le problème est beaucoup plus fondamental que celui d'une personne qui a dirigé une commune durant 20 ans.

Est-ce qu'on a raté l'intégration de ces jeunes Bruxellois qui partent vers la Syrie? On a raté leur éducation. Ils n'avaient pas à s'intégrer, ils sont nés ici. On a laissé des milliers d'habitants de ce pays de côté, comme s'ils n'avaient pas la place dans notre société.

Le Parti socialiste préside la Région bruxelloise quasiment sans discontinuer

depuis sa création, il y a aussi une responsabilité, là...

C'est vrai. Mais quoi? Partout où il y a des attentats on aurait manqué l'intégration? En Espagne, au Maroc en Grande-Bretagne? On voit aujourd'hui que c'est l'incohérence des pays occidentaux qui conduit les jeunes à ne plus croire en la démocratie. Intervenir en Libye ou en Irak sans mandat de l'Onu,

qu'est-ce que ça apporte à la démocratie? On est aujourd'hui devant nos incohérences d'occidentaux, il n'y a pas d'explication facile. Ne tombons pas dans les simplismes.

Vous parlez d'arguments géostratégiques. Mais ça n'explique pas qu'un gamin de Molenbeek aille se faire sauter dans un attentat.

Je pense qu'il y a de la frustration. Est-ce qu'un jeune de 18 ans qui est prêt à mourir pour une cause qui le dépasse a encore quelque chose à perdre? Non. Ces jeunes n'ont rien à perdre et en plus ils se font embrigader par des personnes qui ont compris que ces gosses sont des proies faciles.

Y a-t-il encore trop de mosquées dangereuses à Bruxelles et des prédicateurs non contrôlés?

Je pense qu'il faut que les musulmans puissent aussi s'interroger sur leur culte et sur son organisation dans des pays qui ne sont pas des pays musulmans de tradition. C'est très difficile d'organiser un culte quand il n'y a pas de clergé reconnu, audible par l'ensemble de la communauté et qui serait l'interlocuteur des autorités.

L'Exécutif des musulmans ne fonctionne pas bien?

Il ne faut pas être trop négatif. L'islam de mes parents, par exemple – ils sont là depuis quarante ans –, cet islam-là, islam malékite marocain, l'islam familial, celui-là ne pose aucun problème. Mais, il faut le dire aussi, il y a un islam clandestin, très minoritaire, une pratique rigoriste, qui pose question. On veut des imams qui puissent s'exprimer correctement en français et en néerlandais, en arabe aussi, mais dans les langues nationales de Belgique.

Mais il faut le dire aussi, un des grands problèmes qu'on a eus ici en Belgique, c'est qu'on a laissé les clés de l'organisation de l'islam et de certaines mosquées à l'Arabie saoudite qui, avec ses pétrodollars, a pu prospérer. Franchement, ils ont fait venir des imams qui étaient très radicaux. Allez, aujourd'hui encore, la grande mosquée du Cinquantième est gérée par l'Arabie saoudite. Son directeur est payé par l'Arabie saoudite.

Le MR estime qu'une solution pourrait être de mettre des bracelets électroniques aux suspects radicalisés. C'est vous qui

avez cette compétence à la Communauté française, qu'en pensez-vous?

Là, je dis qu'intellectuellement je n'ai pas de problème à mettre des bracelets électroniques à certaines personnes, mais à qui exactement? À tous ceux qu'on suspecte? Il y en a combien? D'abord, il faut que ce soit juridiquement possible; ensuite on devra nous donner les moyens. Mais je dis attention à des législations d'exception.

Pourquoi?

Mais on ne peut pas commencer à dessiner des lois sous le coup de l'émotion sans réfléchir aux conséquences que cela peut avoir. On tomberait dans le piège des terroristes.

La droite va-t-elle trop loin aujourd'hui?

Je trouve que la droite devrait avoir un peu de pudeur, il y a eu le moment du deuil, maintenant on est dans l'action. La droite a eu les postes de ministre de l'Intérieur pendant plus de dix ans mais c'est cette même droite qui a enlevé des moyens aux services de renseignement, à la police, aux zones de police, etc. Donc, aujourd'hui, ceux qui en demandent le plus sont ceux qui en font le moins. Avec eux, c'est des paroles. Ce gou-

vernement fédéral, c'est le gouvernement de la parole. Aucune action. Allez, concrètement, depuis l'attentat du musée juif à Bruxelles, combien d'agents la Sûreté de l'Etat a-t-elle eu en plus?

Ils ont mis des moyens en plus pour la Sûreté de l'Etat.

Eh bien, je serais intéressé de savoir exacte-

ment combien d'agents. Quand la droite ne sait plus quoi faire, elle attaque le PS. Simple rappel: c'est Laurette Onkelinx qui a créé l'Ocam, c'est elle qui a mis en œuvre les méthodes particulières de recherche. Nous, on n'a aucun tabou avec la sécurité. Donc, les attaques et les leçons de la droite, ça va bien. Simplement, nous sommes respectueux du cadre démocratique. On ne tombe pas dans des discours faciles et stigmatisants.

Les travailleurs sociaux doivent-ils fournir davantage de renseignements à la police?

Ce n'est pas dans la tradition chez nous et il y a une déontologie à respecter. Cela dit, il y a quand même des task-forces qui se mettent en place dans les communes autour des bourgmestres, où les travailleurs sociaux peuvent faire remonter de l'information qu'ils jugent importante. Dans l'autre sens, les services de renseignement font descendre de l'info vers le bourgmestre sur des personnes et des lieux.

Mais quand Philippe Moureaux dit que ce qui se passe, c'est l'échec de nos services de renseignement...

Moi je dis qu'il faut davantage de moyens, et très vite, pour nos services de renseignement. Et quand je dis cela, je dis qu'ils doivent aussi commencer à travailler avec des jeunes d'origine arabe, des gens qui connaissent le terrain. C'est cela la priorité. Il faut de l'infiltration et il faut des moyens financiers, des vrais moyens financiers. Ce n'est pas avec des militaires devant les bâtiments qu'on va

éradiquer le terrorisme. Le sécuritaire ne réglera pas ça. Il faut en même temps de la prévention.

Certains partis de gauche ont été loin dans les accommodements raisonnables, ce qu'on vit aujourd'hui, c'est aussi un retour de bâton par rapport à ce laxisme?

Mais ça, c'est la rhétorique de la droite. Le PS n'a jamais transigé sur les valeurs. On a voté l'avortement, l'euthanasie et le mariage homosexuel et même l'adoption par les couples homosexuels.

Toutes les grandes avancées éthiques en Belgique ont été portées par le PS, alors les leçons sur les soi-disant accommodements sont sans fondement. Et même les députés d'origine étrangère ont tous voté. On a cédé sur rien. Moi, je vois autre chose là-dedans de la part de la droite. C'est de la stigmatisation, c'est de la jalousie de voir une partie de la population étrangère à accéder à des hautes fonctions politiques...

Faut-il dès lors empêcher le financement du culte musulman par des Etats étrangers comme la Turquie ou l'Arabie Saoudite?

Je pense qu'on peut réfléchir à cela en deux temps. Si on prend cette direction-là, alors il faut financer le culte musulman de la même manière que l'est, par exemple, la religion catholique.

Je ne ferme donc pas la porte. La priorité, c'est d'éviter de lancer des polémiques et débats stériles. L'important, c'est de prendre des mesures efficaces.